



# RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 26 Mai 2005

## Le mot de la Présidente

A la fin de ce mois, dans quelques jours, nous saurons donc si le peuple français a décidé ou non de mettre fin à la fameuse parenthèse libérale ouverte par Jacques Delors en 1983. Car, à travers le vote pour ou contre le référendum sur la constitution européenne, c'est bien de cela qu'il s'agit.

En 1983, une partie de la gauche, alors au pouvoir et portée aux affaires pour «changer la vie» et réduire le chômage, annonçait tout simplement qu'elle y renonçait, capitulant ainsi devant le capitalisme, sous prétexte que la société était trop complexe pour la changer et se servant du masque de l'Europe comme alibi à son ralliement. Cette conversion à un européisme béat s'accompagnait d'un refus absolu de toute contestation. S'interroger sur le type de construction européenne qui nous était imposé allait pendant vingt ans devenir sacrilège et quiconque s'y aventurait était aussitôt accusé de ringardisme et de nationalisme quand ce n'était pas de bellicisme, voire de fascisme.

Pendant ce temps, le chômage n'a cessé de franchir des paliers toujours plus hauts, notre industrie a été démantelée, la recherche, donc l'avenir, sacrifiée.

Pendant ce temps, tout ce qui servait l'Etat n'a cessé d'être dévalorisé, les fonctionnaires vilipendés, le secteur public progressivement privatisé, le culte de l'argent facile instauré. Les inégalités sociales se sont de plus en plus creusées, ceux qui vivent de leur travail se précarisant toujours davantage tandis que les revenus boursiers explosaient .

Conséquence : les Français, désespérant de la gauche, se sont peu à peu réfugiés dans l'abstention ou le vote en faveur du Front National, provoquant la débâcle de 2002, et amenant au pouvoir une droite libérale, sans complexe, qui depuis n'a eu de cesse de rogner un à un les acquis sociaux de dizaines d'années, provoquant des protestations de pure forme de la part de la gauche libérale, depuis longtemps coupée du peuple et de ses souffrances, en réalité d'accord avec la philosophie des mesures proposées au nom d'une construction européenne au service des puissants. Droite et gauche libérale réunies espéraient continuer ainsi pendant 50 ans, protégés par la constitution européenne qu'ils appelaient à soutenir.

C'était compter sans le peuple. «, ça suffit» semble-t-il en passe de dire aujourd'hui, si l'on en croit les sondages.

S'il gagne malgré les multiples embûches posées sur son chemin, ce «non» libérateur que l'on sent monter au plus profond des chaumières, entraînant au passage un élan unitaire de toute la gauche qui le soutient, marquera le début d'une nouvelle ère pour la France, pour la gauche, pour le peuple mais aussi pour les peuples voisins.

Un dernier effort et nous aussi nous pourrons dire «Enfin, les difficultés commencent !»

Marinette BACHE

# ILS APPELLENT A VOTER NON

## Pourquoi voter non ?

*Par Georges Debunne,*

*ancien secrétaire-général de la Fédération Générale des Travailleurs Belges et ancien président de la CES*

La Gauche européenne ne peut plus tergiverser. Il faut stopper cette course vers l'abîme ! Le moment est venu de dire NON à cette hégémonie du capital, de fixer les objectifs et d'entamer l'action pour réaliser enfin une Union européenne démocratique et sociale fondée sur des droits fondamentaux civiques, économiques et sociaux. À nous de nous opposer à la dilution de l'Union Européenne dans une grande zone de libre échange, s'inscrivant dans les exigences inacceptables d'une économie purement libérale dominée par la compétitivité, la flexibilité et la recherche du seul profit sans égard pour l'appauvrissement d'une masse toujours plus grande au bénéfice d'une toute petite minorité de riches qui s'enrichissent. L'élargissement aux pays de l'Europe de l'Est imposait un système de solidarité collective qui barre la route au dumping social. Au lieu de cela, la Constitution européenne issue de la Convention Giscard renforce des mécanismes qui le favorise

Les droits sociaux à prestation (droit à la pension de retraite, droit aux allocations chômage, droit au minimum de ressources) ne sont pas garantis au niveau européen. Ils n'existent pas dans tous les Etats membres. Ils peuvent disparaître des constitutions et des législations nationales là où ils existent. Avec l'élargissement, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans l'Union Européenne est passé de 58 millions à 65 millions. Alors que le seuil de pauvreté calculé à 60% du revenu médian se situe à 543 euros en Belgique, il correspond à 114 euros en Hongrie, 102 euros en Pologne, 70 euros en République tchèque et 35 euros en Slovaquie !

Faut-il rappeler qu'en 2000, la Commission Européenne reconnaissait que, sans l'apport de la protection sociale, 40% de la population européenne vivrait sous le seuil de pauvreté ? Ces transferts sociaux sont une propriété sociale, le résultat des nécessités de la reconstruction d'après-guerre et de l'avènement des « trente glorieuses ». Les syndicats ont joué un rôle important pendant cette période et aidé à élaborer un modèle socio-économique construit sur un haut taux de croissance, une inflation raisonnable fondée sur deux piliers : l'emploi et la sécurité sociale. L'économie de marché se combinait avec des interventions publiques associées à la démocratie politique, aux droits de l'homme et à la concertation sociale des syndicats qui usaient au besoin de leurs capacités de lutte. Des progrès significatifs ont alors été réalisés. Or, depuis la fin des années 80, le modèle social est régulièrement remis en question.

L'article 1 de la Partie II de la Constitution Européenne déclare que « la dignité humaine est inviolable, elle doit être respectée et protégée ». Cela n'est pas suffisant car la dignité n'existe comme réalité juridique concrète que par sa réalisation dans les droits sociaux fondamentaux garantis. Pour ceux « qui ont » et qui en ont les moyens, il n'y a pas de problème ! Mais pour les autres ? Ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté, ceux qui sont mal logés ou sans domicile, ceux qui ne peuvent payer les médicaments nécessaires ni se faire soigner ! Et les milliers de travailleuses et travailleurs qui tombent sous le coup des licenciements massifs ? Le droit à la dignité pour les uns donc ; mais pas pour les autres qui en sont exclus !

L'unanimité est requise pour le social, le fiscal ainsi que pour l'environnement. Ceci est inacceptable !

Il faut en finir avec ce veto antidémocratique qui permet à un seul pays sur les 27 ou 30 de bloquer la volonté de 455 millions d'euro-péen(ne)s. Ou encore qui permettrait à un Etat gouverné par l'extrême droite de bloquer la volonté des autres Etats démocratiques et progressistes. Faut-il rappeler aussi que l'extension du vote à la majorité qualifiée était annoncée dans la Déclaration que les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adoptée à Laeken en décembre 2001 ? Tout a pu se faire rapidement et selon la volonté des forces du marché et de la finance par le vote à la majorité qualifiée dans les Conseils des Ministres pour tout ce qui concerne l'économie et le monétaire : marché unique, monnaie unique, Banque Centrale européenne pour ne citer que les plus importantes questions résolues de cette façon. Comment peut-on justifier ces deux systèmes de votation, l'un favorable à tout ce qui est économique et monétaire d'inspiration libérale et l'autre défavorable à tout ce qui vise plus de justice sociale ?

**Les Etats qui avaient mis en place des services publics dans les domaines de l'éducation, la santé, la sécurité, le transport, les communications, l'énergie ont engagé, depuis le Traité de Rome un mécanisme de privatisation en les soumettant au droit de la concurrence. Le démantèlement s'accélère. Le terme « services publics » est banni de la Constitution Européenne pour être remplacé par « Service d'intérêt économique général ». Le projet de Directive « Bolkestein » sur la libre circulation des services dans le Marché intérieur montre comment, avec le « principe du pays d'origine », les pouvoirs publics perdront le contrôle du droit du travail sur leur propre territoire. La Constitution Européenne engage l'avenir des citoyennes, des citoyens, des travailleuses et des travailleurs européens. Le grand marché intérieur ne peut se développer que par le « dumping social », il faut le crier sur tous les toits !!!**

# ILS APPELLENT A VOTER NON

## Un non porteur d'avenir

Depuis 1992, traités de Maastricht, d'Amsterdam, de Nice, l'Union européenne s'enfonce dans des politiques de plus en plus libérales. Résultats : 20 millions de chômeurs, délocalisations, casse des services publics, des retraites, de la protection sociale, du droit du travail.

La constitution permettrait une escalade dans l'aggravation de ces politiques. C'est pour cela que le parti du oui refuse le débat et, avec d'énormes moyens d'Etat soumet les Français à une campagne d'intoxication et de chantage indigne d'une démocratie.

Au contraire, la victoire du non rendrait possible une autre construction européenne au service des européens et de leur environnement.

L'élan unitaire qui nous rassemble associations, élus, partis, syndicats, pour ce non européen, social, solidaire est porteur d'avenir.

**Daniel MONTEUX**  
Membre du CA d'ATTAC

## Je dirai NON le 29 mai parce que je suis européenne.

L'enjeu du référendum en France a une portée historique : pour la première fois, des peuples de l'Union européenne (10 sur 25) pourront, par référendum, exprimer leur choix sur la construction européenne, particulièrement en France, pays fondateur de l'Union.

Face au tournant libéral des politiques européennes de ces dernières années, la véritable question posée n'est pas seulement OUI ou NON à la constitution européenne, mais aussi et surtout OUI ou NON au libéralisme à l'européenne. Ce qui se fait depuis ces dernières années n'est pas la construction de l'Europe, c'est la construction du libéralisme à l'échelle européenne inscrit dans un ordre économique dicté par les marchés au détriment des femmes et des hommes.

Si le NON l'emporte, c'est l'espoir de créer de meilleures conditions pour refonder l'Union. Et le NON français provoquera un débat dans tous les pays de l'Europe. Le message du référendum sera entendu : condamnation claire des politiques libérales, devoir de respecter la souveraineté populaire et la démocratie.

Une autre Europe est possible. Une Europe des peuples, solidaire, coopérative et fraternelle. Voilà pourquoi je dis NON, un NON de luttés et d'avenir pour de nouvelles conquêtes humaines et sociales en France et en Europe.

**Sophie MEYNAUD**  
Conseillère de Paris PCF

## Se soumettre ou s'engager pour l'avenir

Aujourd'hui, nous sommes devant une alternative. Soit, nous nous soumettons, nous acceptons le Marché comme une sorte de catégorie métaphysique, qui s'impose religieusement à nous et nous nous résignons à n'être bientôt plus qu'un appendice des Etats-Unis d'Amérique du Nord. Soit, nous nous engageons dans une construction européenne rénovée qui respecte les nations telles que l'Histoire les a forgées. Alors dans cette hypothèse, nous proposerons au monde cette République qui est le moyen trouvé par le peuple français pour tendre vers l'Universel. Mais, avant tout et d'ici là, il faut de la volonté politique, une forte volonté politique. Il faut réaffirmer que la tradition républicaine n'est pas antinomique avec la construction européenne. C'est pourquoi la France devrait prendre la tête, à mon sens de la républicanisation de l'Europe, en raison notamment de sa vocation universelle. Elle peut apporter une certaine idée de la démocratie, de l'Europe des peuples face à une organisation politique qui est celle des princes et des monarques. Même si nous sommes des agents économiques, des consommateurs, même si nous avons des intérêts privés qui ne se dissolvent pas entièrement dans ceux de la communauté, nous éprouvons une ardente nécessité de liberté, de démocratie et je dirais même de spiritualité. La mission de la France est donc de rappeler à l'Europe cette vie républicaine.

**Eric FERRAND**  
Conseiller de Paris MRC  
Adjoint au Maire de Paris chargé des affaires scolaires

## Le Non du "peuple" de Gauche

Ce qui est frappant dans cette campagne, c'est que, massivement, le NON vient de la gauche et qu'il s'ancre profondément dans l'électorat populaire. Les ouvriers et les employés sont massivement hostiles au projet de constitution, alors que les classes moyennes supérieures y sont massivement favorables. Dès maintenant, l'unité de la gauche se fait sur le NON. Pour nous socialistes fidèles à nos valeurs de solidarité et de justice sociale, le "non de gauche" doit faire émerger une "Gauche du Non", davantage à l'écoute de son électorat. Au lendemain du référendum -et quel qu'en soit le résultat d'ailleurs-, la responsabilité de nos dirigeants, et tout particulièrement ceux du Parti socialiste, sera de redonner espoir à ces catégories de la population qui ont été trop souvent déçus des gouvernements de gauche. C'est maintenant qu'il faut ancrer la Gauche à gauche ! Le 29 mai, il s'agit de remettre l'Europe sur de bons rails : une Europe nettement plus sociale et démocratique. C'est pour faire avancer l'Europe sur cette voie que, tous ensemble, nous voterons non !

**PASCAL NICOLLE**  
Non socialiste Paris

# COUP DE GUEULE

## Lettre ouverte à ceux qui veulent voter oui ou s'abstenir pour le référendum

Quand ils ont touché à la retraite,  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas retraité.  
Quand ils ont touché aux 35 heures,  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas concerné.  
Quand ils ont privatisé EDF,  
Je n'ai rien dit, je pensais que j'allais y gagner.  
Quand ils ont supprimé le statut de la fonction publique,  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas statutaire.  
Quand ils ont baissé l'impôt sur le revenu,  
Je n'ai rien dit, je n'en payais pas.  
Quand ils ont touché à la sécurité sociale en diminuant l'accès aux soins et à l'hôpital,  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas malade.  
Quand ils ont créé le marché unique,  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas actionnaire.  
Quand ils ont touché à l'école de la République,  
Je n'ai rien dit, je n'étais ni lycéen, ni étudiant.  
Quand ils ont écrit la "directive Bolkestein",  
Je n'ai rien dit, je ne connaissais rien au droit.  
Quand ils m'ont consulté sur le referendum,  
Je n'ai rien dit, je ne faisais pas de politique.

Depuis, ils m'ont retrouvé et licencié au nom de la constitution  
Qui " offre aux citoyens un espace de liberté....  
et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée" ( art I-3).  
Je me suis retrouvé LIBRE, "libre de chercher un travail",  
Sans salaire et sans electricité (privatisée).  
Sans logement, sans sécurité sociale, sans droits....  
Puis ils sont venus me chercher pour travailler sans contrat,  
Dans une entreprise sous traitante d'une ex-entreprise publique,  
Sans syndicat salarié, sans rapport de force collectif,  
Dans l'amiante et le nucléaire privatisé.....

Sur ma pierre tombale, des militants ont écrit:  
"Prolétaire européen, victime de la démocratie de marché"

**FABRICE AUBERT,**  
**Economiste, militant altermondialiste**  
*à partir du poème écrit à Dachau et attribué au pasteur Martin Niemöller*

**Vous aussi agissez pour le non à la  
Constitution européenne !  
Adhérez à Résistance Sociale !!!**